

Les GAFA et nous

Édito __ Par Ali Moutaib

Face à un parterre de journalistes et de collaborateurs qui attendait cette conférence avec une appréhension particulière, le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, a annoncé lors de son show annuel des modifications profondes dans la stratégie de l'entreprise.

Fini les grands rêves de « changer le monde », le patron du réseau social californien, souhaite, avec un ton plus humble, modifier les fonctionnalités des applications du groupes en insistant sur la protection de la vie privée des utilisateurs.

Derrière ce que le dirigeant de l'entreprise appelle un tournant stratégique pour l'entreprise, se cache une opération de communication bien ficelée, ayant pour objectif de redorer le blason d'une marque, qui porte encore les séquelles de l'affaire « Cambridge Analytica » qui a vu cette entreprise de Big Data utiliser les données de plus de 90 millions d'utilisateurs de Facebook sans leur consentement.

Derrière cette séquence, le patron de Facebook décide par ailleurs, lors de son opération de communication, de publier une tribune reprise par de grands journaux européens, où il propose de réguler internet en coopération avec les différents États. Les quatre propositions de régulation concernées sont les suivantes : Modération des contenus violents, législation concernant les campagnes politiques, réglementation de la vie privée et portabilité des données.

Les nouveaux rapports de force avec les géants de l'internet

Si ces propositions peuvent paraître audacieuses, elles ont le mérite d'ouvrir le débat sur les nouveaux rapports de forces induits par ce que l'on nomme les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) ou géants de l'internet avec les différents États.

Si la démarche de Mark Zuckerberg, de partager la responsabilité de régulation avec les différents États peut paraître innovante, elle ouvre la porte à une influence exponentielle de ces plateformes dans les secteurs stratégiques de différents pays, tant au niveau de la gouvernance économique, mais aussi politique et sociale.

Elle place en face deux modèles opposés : d'un côté des méta-plateformes agiles, supranationales, qui sont directement impliqués dans le quotidien des citoyens et des consommateurs. De l'autre, des États, territorialisés, constitués d'une machine administrative plus lourde.

L'opposition entre ces deux modèles ne sera pas sans encombre et créera beaucoup de défis. Il est impératif alors pour les politiques et les décideurs, d'intégrer ces nouveaux rapports de force, et de préparer la société et les dirigeants à assimiler ces nouveaux schémas via la formation et la sensibilisation.

L'enjeu est capital ; il concerne l'établissement de nouveaux modèles de souveraineté, mais aussi de définir la manière de traiter la ressource stratégique de ce siècle : l'information.



FEUILLETON DE L'ACTUALITE

- 30 mars** ● **Maroc**
Visite historique du souverain pontife au Maroc.
- 01 avril** ● **Royaume-Uni**
Les députés britanniques rejettent les alternatives de sortie sans accord avec l'union européenne.
- 02 avril** ● **Algérie**
Le président Bouteflika présente sa démission après 20 ans au pouvoir.
- 04 avril** ● **Japon**
Carlos Ghosn à nouveau interpellé par les autorités nipponnes sur la base de nouveaux soupçons de malversations financières.
- 05 avril** ● **Lybie**
Début de l'offensive du maréchal Khalifa Haftar sur Tripoli.
- 07 avril** ● **Rwanda**
Commémoration du 25ème anniversaire du génocide rwandais au centre de convention de Kigali en présence de plusieurs représentants de la communauté internationale.
- 08 avril** ● **États-Unis**
AWashington place les Gardiens de la Révolution iraniens sur la liste des organisations terroristes étrangères.
- 09 avril** ● **Algérie**
Le parlement algérien nomme Abdelkader Bensalah président par intérim pour une durée de 90 jours.
- 11 avril** ● **Équateur / Royaume-Uni**
L'Équateur retire l'asile au fondateur de Wikileaks, la police britannique l'arrête.
- 11 avril** ● **Soudan**
L'armée annonce la destitution du président Omar El Béchir.
- 11 avril** ● **Royaume-Uni**
L'Union européenne et Theresa May s'accordent sur un report du Brexit jusqu'au 31 octobre.
- 16 avril** ● **Algérie**
Démission du président du conseil constitutionnel Tayeb Belaïz.

16 avril

Maroc

Ouverture de la 14e édition du Salon international de l'agriculture au Maroc (SIAM).

17 avril

Israël

Benjamin Netanyahu a été chargé par le président israélien Reuven Rivlin de former le prochain gouvernement à la suite des élections législatives du 9 avril. Le premier ministre israélien repart pour un cinquième mandat.

18 avril

Mali

Démission du premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga qui était sous la menace d'une motion de censure.

18 avril

RDC

Le groupe État islamique a revendiqué pour la première fois une attaque dans le territoire congolais.

21 avril

Sri Lanka

Des attentats terroristes visant des églises et des hôtels de luxe font plus de 300 morts et 500 blessés.

21 avril

Ukraine

Le comédien Volodymyr Zelensky élu président de l'Ukraine.

21 avril

États-Unis

Washington met fin aux exemptions permettant à huit pays l'achat de pétrole iranien.

23 avril

Égypte

Le projet de révision de la Constitution égyptienne a été approuvé, à près de 89 % de voix. Le président Al-Sissi pourrait rester au pouvoir jusqu'en 2030.

25 avril

Russie

Rencontre entre Kim Jong-un et Vladimir Poutine à Vladivostok dans l'Extrême-Orient russe.

25 avril

Russie

Rencontre entre Kim Jong-un et Vladimir Poutine à Vladivostok dans l'Extrême-Orient russe.

25 avril

Japon

Le tribunal de Tokyo approuve la demande de libération de Carlos Ghosn après le paiement d'une caution de 4 millions d'euros, sous de strictes conditions.

25 avril

Chine

Ouverture à Pékin du deuxième sommet « des routes de la soie » avec la participation de 37 chefs d'État et de gouvernement.

Le Plan d'Accélération Industrielle : une locomotive pour le développement

Par Habiba El Mazouni

La politique industrielle du Maroc a connu un tournant depuis presque une quinzaine d'années. À partir de 2005, le Maroc a initié une politique de développement économique axée sur une vision sectorielle avec la mise en place de trois plans consécutifs, l'un amplifiant l'autre : le Plan émergence 2020, le Pacte National pour l'Émergence Industrielle et en dernier lieu le Plan d'Accélération Industrielle.

Mis en place en 2014, le Plan d'Accélération Industrielle (PAI) s'efforce de mettre en place une offre industrielle plus ciblée et compétitive faisant du secteur un levier majeur de croissance. Sur la période 2014-2020, le PAI s'est fixé des objectifs relatifs, entre autres, à la création de 500.000 emplois et au maintien des équilibres économiques et sociaux, via la mise en exergue des exportations et la substitution des importations par la production locale. Ainsi, 5 ans après sa mise en place, quel bilan pouvons-nous en tirer ?

Le secteur industriel a réalisé d'importantes performances dans le cadre du PAI et les résultats sont probants. En effet, 81% de l'objectif fixé en termes d'emploi pour l'année 2020 a été réalisé. L'industrie des phosphates, du textile, des agroalimentaires et l'industrie automobile ont connu, récemment, une dynamique et une évolution prometteuse incontestable, faisant ainsi des progrès remarquables au sein du royaume ; une hausse de 79 milliards de dirhams a été enregistrée en matière d'exportations industrielles.

En outre, en vue de favoriser une meilleure insertion dans les chaînes de valeurs mondiales et pour rehausser la contribution du secteur industriel au PIB national à 23% à l'horizon 2020, le Maroc s'est engagé dans ce processus d'accélération de son industrialisation. Un processus qui a pu lancer plus de 49 « écosystèmes » dans différentes branches industrielles et ayant investi dans la qualification des ressources humaines, via notamment le projet de mise en place de « cités des métiers et des compétences ».

Par ailleurs, plusieurs défis restent à relever afin de percer le tissu de la mondialisation industrielle et de la compétitivité économique nationale, continentale et mondiale.

D'une part, la politique industrielle du Maroc devrait assurer la transition vers l'industrie 4.0 et gérer les moyens de production d'une manière à connecter le besoin du client à l'organe de production à l'aide de nouvelles technologies. À cet effet, la transformation numérique est en phase d'accélération dans la chaîne de création de valeur et de l'ensemble du cycle de vie des produits. Les acteurs concernés sont tenus à prendre en considération les exigences des clients dans la conception des produits, optimiser les opérations pour réduire les coûts, accroître l'agilité, créer un continuum numérique dans l'ensemble de la chaîne de valeur et accélérer la mise sur le marché.



D'autre part, la politique industrielle marocaine gagnerait à mettre en priorité le développement durable sous toutes ses formes et dimensions. Il s'agit de prôner un développement économique qui respecte l'environnement par le biais d'une exploitation rationnelle et modérée de la nature et de ses nombreuses ressources. Il s'agit également d'abandonner progressivement les énergies émettrices de gaz à effet de serre au profit des énergies renouvelables et d'encourager toute initiative allant dans ce sens.



Les enjeux des élections européennes

Par Amine Diouri

Du 22 au 25 mai prochain, les électeurs des 28 États membres de l'UE éliront leurs représentants au parlement européen. Leurs choix affecteront le quotidien de 500 millions de citoyens. Ces élections sont parmi les plus importantes depuis des décennies. En effet, la solidarité européenne est mise à rude épreuve par de nombreux défis notamment celui relatif à la percée de l'extrême droite et des partis populistes dans de nombreux pays européens.

De nos jours, le Parlement européen dispose de pouvoirs plus importants que jamais, particulièrement en ce qui concerne le budget de l'UE, l'agriculture et la politique énergétique. Néanmoins, les questions de la souveraineté, de la migration et du chômage devraient constituer les trois enjeux majeurs des prochaines élections européennes :

La Souveraineté :

Les sondages d'opinion réalisés à travers le vieux continent suggèrent une montée du sentiment eurosceptique dans différents pays européens.

Les strictes conditions d'austérité imposées par l'UE et le Fonds monétaire international dans des pays tels que la Grèce, Chypre et le Portugal ont conduit à l'augmentation de la méfiance à l'égard du «diktat» de Bruxelles.

Les partis politiques clamant vouloir récupérer les pouvoirs de Bruxelles sont de plus en plus populaires. La France et les Pays-Bas - membres fondateurs de l'UE - ont également connu le développement des narratifs eurosceptiques. Les sentiments négatifs à l'égard de l'UE se traduisent également par un taux d'abstention élevé aux élections européennes. La participation aux élections européennes n'a eu de cesse de baisser lors de tous les scrutins depuis le premier scrutin en 1979.

La Migration :

Le fossé économique croissant entre le nord et le sud de l'Europe suscite de vives inquiétudes. L'immigration intra-européenne est un problème électoral dans de nombreux pays de l'UE ; de nombreux responsables politiques s'interrogent sur le principe fondateur de l'UE en matière de liberté de circulation des personnes.

L'immigration provenant d'en dehors de l'UE est également une préoccupation dans de nombreux pays. Les contrôles ont été resserrés aux frontières extérieures de l'UE, alors que des milliers de personnes fuyant la pauvreté et la persécution en Afrique et en Asie tentent de pénétrer le territoire européen. Ces derniers mois, l'Italie et Malte ont eu du mal à faire face à l'augmentation considérable du nombre de bateaux de migrants arrivant d'Afrique du Nord ; cela soulève encore une fois l'épineuse question de la solidarité européenne face à de tels défis.

Le Chômage :

La réduction du chômage de masse est l'un des plus grands défis de l'UE. Pour de nombreux électeurs, l'un des principaux problèmes de l'Europe aujourd'hui est l'emploi. Le chômage a grimpé en flèche en Espagne et en Irlande après le krach immobilier de ces pays, tandis que la Grèce a dû supprimer des milliers d'emplois dans le secteur public sous la pression des prêteurs internationaux. La récession en Italie a entraîné une contraction du secteur public et la fermeture de nombreuses entreprises. Le chômage des jeunes a atteint des niveaux record en Grèce et en Espagne.

En somme, la prochaine élection européenne devrait marquer un tournant décisif dans l'Histoire de l'union européenne. Quels que soit les résultats, les dirigeants des pays européens devraient en tirer les leçons et réfléchir à de nouvelles formes de gestion communes des problématiques transnationales.



Cité des métiers et des compétences : le capital humain, gage du développement territorial

Par Habiba El Mazouni

À l'occasion du 65^{ème} anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, le Roi Mohammed VI a appelé à accorder une attention particulière à la formation professionnelle en mettant en place une nouvelle génération de centres de formation et de qualification des jeunes en phase avec les exigences actuelles, et en prenant en considération les spécificités et besoins de chaque région. Suite à ce discours, le ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Saïd Amzazi, a présenté le 4 avril dernier, devant le Roi, la feuille de route relative au développement du secteur de la formation professionnelle et le projet de création des cités des métiers et des compétences. Un projet qui devrait constituer une réponse bien pesée au problème de l'insertion des jeunes dans la vie active et un tournant majeur dans les modes de gouvernance territoriale. Ainsi, en quoi consiste ce projet à l'horizon 2021 et quels sont les enjeux de sa mise en place ?

En effet, le projet consiste à créer, dans les douze régions du royaume, des cités des métiers et des compétences qui privilégient des formations répondant aux spécificités et aux potentialités de chaque région ainsi

qu'aux besoins de l'écosystème dans lequel elle est implantée. Prenant la forme de sociétés anonymes filiales de l'OFPPT, les cités ont pour vocation de mettre en place des politiques de formation professionnelle axées sur le renforcement des qualifications et des compétences dont les jeunes ont besoin pour accéder au marché du travail. Outre les formations en adéquation avec les secteurs porteurs et les métiers les plus demandés par région, la cité dispensera les métiers transversaux à tous les secteurs productifs à savoir les nouvelles technologies de l'information et de la communication et le digital.

Par conséquent, le projet fera d'une pierre deux coups ; la formation professionnelle est au service du développement territorial dans le sens où la création des cités au sein des régions fera de celles-ci des espaces de création de la valeur économique et de l'attractivité territoriale. Afin de réussir ce chantier de territorialisation de la stratégie nationale d'éducation et de formation, le Maroc gagnerait à favoriser la coordination et la synergie entre l'ensemble des parties prenantes et à renforcer la collaboration entre le secteur privé et le secteur public.



QUESTION DU MOIS

L'Intelligence Économique?

De quoi s'agit-il ?

Dans un monde globalisé où la concurrence est de plus en plus rude, les États et les entreprises utilisent l'intelligence économique afin de préserver leurs positions mais aussi pour conquérir de nouveaux marchés.

L'intelligence économique résulte donc de l'ensemble des efforts déployés dans le but de rassembler et d'analyser des informations sur un environnement, un secteur donné, des concurrents et des produits. Le processus consiste à : collecter, analyser, traiter puis communiquer l'information d'une manière permettant d'obtenir un avantage concurrentiel. Pour ce faire, L'intelligence économique se base sur les trois piliers suivants :

la Maîtrise de l'information à travers la veille et l'analyse :

Dans un contexte en constante mutation, l'obtention d'une information de qualité s'avère être nécessaire pour bien comprendre son environnement et tirer profit des opportunités qui y sont offertes tout en se préservant des menaces. La veille permet d'identifier les axes de recherche les plus pertinents en vue de collecter l'information stratégique, ce en fonction des besoins de chaque entité. Cette information a besoin par la suite d'être traitée, analysée et recoupée pour être source de valeur ajoutée aux décideurs.

la Protection de l'information :

De nos jours, les entreprises et États possèdent des informations, des brevets et un savoir-faire qui doivent être protégés face aux menaces extérieures. L'intelligence économique fournit les outils permettant de sécuriser ce type d'informations stratégiques.

l'Influence :

La dernière étape consiste à communiquer et à employer l'information obtenue comme un levier d'action permettant de promouvoir les intérêts d'une entité.

L'intelligence économique est-elle une pratique légale ?

L'intelligence économique est une pratique qui repose sur le recueil d'informations accessibles de manière légale, contrairement aux pratiques d'espionnage industriel.



• **Professeur El Mostafa Rezrazi**
Directeur de l'Observatoire Marocain sur
l'Extremisme et la Violence
Expert en sécurité et gestion des risques

Entretien

« Grâce à l'Intelligence Artificielle, l'utilisation du Big Data demeure aujourd'hui très importante pour rassembler, harmoniser et échanger les informations sur les activités terroristes suspectes. »

La politique marocaine en termes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent se veut pionnière et acquiert une reconnaissance internationale. Qu'est ce qui caractérise cette politique et sur quels leviers repose-t-elle ?

La démarche marocaine en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent s'apparente davantage à une substance chimique: elle inclut les droits de sécurité, religieux, sociaux, juridiques et humains, en plus des ateliers sur la réintégration et la réhabilitation des prisonniers détenus pour extrémisme et terrorisme.

Et si nous nous concentrons sur l'aspect de l'effort que consacre cette approche dûe au champs religieux, on trouve qu'il n'est pas fortuit que le Maroc ait décidé d'amorcer, de manière concomitante à ce réaménagement législatif, le chantier stratégique de la restructuration et de l'assainissement du champ religieux. Il a été question de mettre en avant l'aspect quiétiste de la religion et parer à toutes pratiques et interprétations excessives, et ce, dans une vision raisonnée et intégrée qui vise à couper l'herbe sous les pieds des adeptes de l'extrémisme.

Inédite, cette initiative marocaine qui vise, en premier lieu, une revalorisation de l'image écornée de l'Islam, entend également, défendre les valeurs fondamentales de modération et de tolérance. Elle vise à ériger une religion au rang de culte exemplaire et évolutif, adapté à toutes les formes de mutations sociales et culturelles.

Depuis des décennies, le Maroc a opté pour un Islam modéré et tolérant. Un islam fondé sur le rite « Malékite », la doctrine « Achaârîte », la « Sunna », tout en étant imprégné d'une culture soufie préconisant « la purification pacifique de l'âme ». Et ce, sous l'égide éclairée de l'institution inamovible d' «Imarate Al Mouminine ».

C'est donc pour garantir la pérennité de cette orientation religieuse que le Royaume a décidé d'aseptiser son champ culturel de toute influence étrangère, notamment à travers la consécration du « Conseil Supérieur des Oulemas », comme unique institution habilitée à émettre des « fatwas ». Aussi, il a été procédé à la création de Conseils Régionaux relevant de cette instance, afin d'élargir cette mission d'encadrement à l'ensemble du territorial national. Il s'en suit que cette réforme religieuse est-elle venue parachever de

manière harmonieuse et interactive les autres approches, sécuritaire, politique et sociale. Ceci dans le but de consolider le respect de la souveraineté nationale émanant du pluralisme démocratique.

Alors que les tenants du chaos et de l'extrémisme ont cru pouvoir ébranler l'option démocratique, le Maroc s'est tourné - de manière salutaire - vers l'édification d'un projet de société fondé sur l'alternance politique pacifique, à même d'accroître la capacité de résilience de l'État et de ses institutions face à toutes les pressions déstabilisatrices. À l'évidence, l'efficacité de toute stratégie sécuritaire dédiée à la prévention contre les dangers et à l'éradication des nuisances des organisations terroristes, requiert la paix sociale et la stabilité politique.

Outre le fait qu'elle a contribué à isoler les extrémistes violents, cette dynamique a fait de la restructuration du champ religieux un vaste atelier de réflexions et de débats participatifs avec les « Oulemas » en donnant à la participation de la femme une place de choix. Dynamique qui a permis aussi de barrer la route à l'instrumentalisation des nobles valeurs de l'Islam par les extrémistes, qui s'acharnent, à travers une exégèse apocryphe du Coran et des Hadiths, à vouloir imposer une idéologie contraire à l'essence de la vie et aux valeurs humaines.

Si l'expérience marocaine en ce domaine est perçue comme pilote à tous égards, ce n'est évidemment pas sans raison. Elle a arboré une volonté farouche à combattre les effets pervers de la profusion anarchique de fatwas à travers la profusion d'une herméneutique éclairée des textes religieux et la formation des prédicateurs des mosquées sur les valeurs de la modération et la tolérance.

Cette approche s'est avérée pertinente et résistante à toute épreuve. Elle a permis de contrer l'influence grandissante de pseudo-muftis dépourvus de toute connaissance en matière de Fikh. Ces derniers n'ont cessé de propager, à travers une utilisation intensive et incontrôlée des chaînes de télévision satellitaires et des réseaux sociaux, une idéologie takfiriste qui prône la haine interconfessionnelle.

Cette initiative a été couronnée par le lancement d'une radio, d'une télévision et de plusieurs sites internet, qui bénéficient aujourd'hui des meilleurs taux d'audience des

médias publics marocains. Ce dispositif médiatique a été intégralement dédié à la vulgarisation d'un discours religieux éclairé, destiné à immuniser la société contre les interprétations fallacieuses des préceptes islamiques fondamentaux.

La consolidation de cette approche, religieuse marocaine éclairée, a gagné à devenir un modèle de gestion des champs institutionnels et religieux. Modèle qui a suscité un intérêt particulier de la part des pays africains et arabes qui ont manifesté leur détermination à l'emprunter en sollicitant l'expertise du Royaume, à travers la signature d'accords de partenariat qui portent sur la formation d'imams et de prédicateurs. Ce réaménagement collectif du champ religieux est à même de contribuer à la consécration, sur le long terme, des valeurs de tolérance et de la coexistence pacifique entre les États et les civilisations et au rejet de toutes les formes de terrorisme.

Le premier accord conclu a concerné la formation de 500 imams maliens. Il a été suivi par des conventions similaires avec la Tunisie, la Guinée-Conakry et d'autres pays, d'où la décision de créer un grand Institut à Rabat, chargé de la formation des imams et des prédicateurs au Maroc et à l'étranger.

Dans quelles mesures la gestion de données constitue-t-elle une des mesures de la prévention du terrorisme ?

L'information est essentielle à la gestion et à la protection de la menace terroriste, car c'est le mécanisme central sur lequel les organisations terroristes s'appuient pour recruter, propager, former ou exécuter leurs menaces. Toutefois, l'information est également le mécanisme central de lutte contre le terrorisme, qu'il s'agisse d'éliminer les idées empoisonnées ou de faire un monitoring des activités électroniques des organisations terroristes sur le Web et les réseaux sociaux, ou produire un discours narratif contre le discours extrémiste.

Mais, grâce à l'Intelligence Artificielle, l'utilisation du Big Data demeure aujourd'hui très importante pour rassembler, harmoniser et échanger les informations sur les activités suspectes. Les systèmes Big Data ne favorisent pas seulement la collecte des informations, mais également les développent des plateformes de prévision et de projection sur les menaces potentielles.

Bien que l'État Islamique soit territorialement vaincu, les discours extrémistes se propagent et le fléau du terrorisme se répand de plus en plus, notamment avec les derniers attentats au Sri Lanka. Quels défis attendent le monde après « Daesh » et comment y faire face ?

Devant ces menaces croissantes, les services de sécurité ont procédé au renforcement de leurs rési-



lience face à ce phénomène, que ce soit à l'intérieur de leur territoire national, ou s'agissant du contrôle des zones frontalières entre les pays. Ils ont procédé à cet effet à l'harmonisation des normes d'alertes, de poursuites et celle se rapportant à la communication de crise.

En revanche, l'intensification des opérations antiterroristes a donné naissance à de nouvelles stratégies terroristes complexes, dont notamment la radicalisation et la mobilisation d'une catégorie spécifique de candidats terroristes potentiels appelés communément "loups solitaires", de recrutement, et de croissance des taux de recrutement dans les lieux carcéraux. Ainsi, dans les différents débats menés sur la question de la radicalisation et de l'extrémisme violent, les prisons sont souvent qualifiées de «hotbeds» de recrutements. Plusieurs études ont identifié les prisons comme un des principaux espaces de recrutement des djihadistes que ce soit en occident ou dans la région MENA.

Le phénomène des combattants étrangers est une priorité pour la communauté internationale et représente un défi majeur pour le Maroc. De nombreux rapports suggérant que plus de 40 000 combattants terroristes étrangers originaires de plus de 110 pays auraient pu rejoindre des groupes terroristes en Syrie et en Irak, la principale préoccupation reste celle des rapatriés qui représentent toujours une menace sérieuse pour la sécurité régionale au cours

des prochaines années.

Par conséquent, les instances compétentes sur le plan national que régional pourraient être au courant des problèmes liés aux cycles de détention, de réadaptation et de réinsertion faisant suite à une procédure de procès équitable pour les rapatriés, conformément à la législation nationale des pays concernés.

Un autre aspect de la menace terroriste concerne les terroristes d'origine nationale (homegrown), influencés par les groupes terroristes établis dans les zones de conflit. Cette catégorie s'est révélée très dangereuse pour mener à bien des attaques terroristes dans leurs pays respectifs, où une attention particulière devrait être accordée à la montée de cette tendance.

Une autre tendance à prendre en compte est l'utilisation criminelle et terroriste d'Internet et des médias sociaux, alors que des groupes terroristes comme ISIS et Al-Qaïda utilisent cet outil électronique pour véhiculer de la propagande, collecter des fonds pour financer leurs actes illégaux, fournir une formation et des conseils en ligne sur comment mener des attaques et utiliser des armes et des explosifs, et sans aucun doute recruter massivement parmi les jeunes afin de renforcer leurs effectifs.



Prochains événements



PROGRAMME – 13-14/05/2019

Politique Industrielle En Afrique, organisé par la Commission économique pour l'Afrique - Nations Unies -

Dakar,
Sénégal.



CONFÉRENCE – 15/05/2019

The 5th international conference of computing for engineering and sciences 2019, organisé par l'Université Ibn Tofaïl

University Campus, BP 133,
Kenitra - Morocco.



contact@hadvisors.net



+212 537 73 45 13

Basler Z

Vogel Gry

International 6-7 Wirtschaft
P und FDP bilden eine
Front gegen die Initiative
Strafe. Seite 4
ational
ankreichs Justizministerin
Haubra nimmt im Streit um
Polizei den Hut. Seite 7

NEUE RUHR ZEITUNG

Meinungsfreudig / Unabhängig / Bürgernah

Durchgefallen

mangelhaft ab. Leben

sester

Mo bis Fr 1,80 € Sa 1,80 € 12

Aachener Region
will gegen
Alw Tihange klagen

Neue Waffen

130 Milliarden Euro: Verteidigungs-
ministerin Ursula von der Leyen geht
in die Rüstungs Offensive und unter-
scheidet damit deutsche Weltmacht-
ambitionen. Von Jürgen Wagner
Informationsstelle Militär
in Tübingen

Alte
Saar
in